



# NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

**Veille stratégique - Défense et Sécurité**

**SEMAINE DU 17 AU 23 JUIN 2019**

SOMMAIRE :

AFRIQUE .....	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS .....	5
ASIE – PACIFIQUE .....	12
EUROPE .....	14
PROCHE & MOYEN ORIENT' .....	16
RUSSIE .....	18



# AFRIQUE

## MALI – BARKHANE : RAID D'AMPLEUR, 20 TERRORISTES NEUTRALISES, 3 SOLDATS FRANÇAIS BLESSES

Du 7 au 19 juin, la force Barkhane a mené une vaste opération – baptisée « Aconit » – dans la région du Liptako-Gourma, zone frontalière aux confins du Mali et du Niger. Le 13 juin au soir, elle a notamment lancé une action coup de main dans le sud du Liptako malien, près de la frontière avec le Niger.

« Aconit » a été planifiée par l'état-major français sur court préavis, à la demande du président nigérien Mahamadou Issoufou, en réaction aux attaques menées par l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) contre l'armée nigérienne à Baley Berri le 14 mai 2019. Conduite en coordination avec les forces armées maliennes (FAMA) et nigériennes (FAN), l'opération a mobilisé plus de 400 soldats français et d'importants moyens matériels interarmées, impliquant ainsi une grande partie des composantes de Barkhane. Une centaine de blindés dont des chars légers de combat AMX 10-RC, les groupes commandos parachutistes et montagnes (GCP, GCM), des moyens d'aérocombat (Tigre, Gazelle) et d'appui aérien et ISR (Mirage 2000, *Reaper*, Atlantique 2).

Barkhane a déployé le groupement tactique désert (GTD) « Edelweiss » à dominante blindée, aux ordres du colonel Nicolas de Chilly, chef de corps du 4<sup>e</sup> régiment de chasseurs. Edelweiss opère sur le fuseau ouest depuis les bases de Gao et Ménaka de la BSS. À leurs côtés, les FAMA et les FAN ont respectivement engagé l'équivalent du volume d'une section et d'une compagnie.

Le soir du 13 juin, les groupes commandos de Barkhane ont été hélicoptés dans une zone où le renseignement collecté laissait présager la présence de djihadistes appartenant à l'EIGS, particulièrement actif au Niger. Il s'agit de personnels issus des groupes commandos parachutistes (GCP) et montagne (GCM), et non pas d'opérateurs des forces spéciales du premier cercle ; lesquels relèvent non pas de Barkhane mais de la *Task Force* Sabre, sous l'autorité du Commandement des opérations spéciales (COS). Le COS n'a semble-t-il pas été directement impliqué dans l'opération Aconit.



Les commandos se sont déployés, appuyés par des hélicoptères d'attaque Tigre et Gazelle, ainsi qu'un drone *Reaper*, dans une zone boisée dans la région d'Azabar, afin d'engager le combat avec l'ennemi. L'engagement des terroristes par les commandos français s'est prolongé jusqu'au lendemain matin par une succession d'actions rapides dans la profondeur visant à créer un effet de sidération chez l'ennemi. La manœuvre a notamment comporté un raid blindé durant lequel les AMX-10 RC ont fait usage de leur canon de 105 mm. Pour détruire l'ennemi, des Mirage 2000 ont enfin effectué une séquence de frappes aériennes sur ses positions. Au bilan, plus de vingt terroristes ont été neutralisés et les fouilles de leur position a permis de mettre la main sur une vingtaine de motos, des moyens de communication et d'observation ainsi que de l'armement. Le matériel ainsi saisi a permis de confirmer le lien entre ce groupe terroriste et l'attaque contre les FAN du 14 mai. En particulier, des moyens optiques dérobés à cette occasion ont été retrouvés.

Au cours de l'action commando, aux premières heures du 14 juin, un hélicoptère Gazelle déployé en appui des troupes au sol, a été contraint à un atterrissage d'urgence (« un posé dur » dans le jargon militaire). Les trois membres d'équipage ont été blessés, mais leur état n'inspire pas d'inquiétude. Ils appartiennent au 3<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères de combat basé à Etain. Selon Ouest-France, l'atterrissage a été provoqué par des tirs de petit calibre depuis le sol.

L'appareil quant à lui semble définitivement hors d'usage, irréparable. Pour rappel, après un demi-siècle de service actif dans l'armée de Terre, les Gazelle toujours en état de voler avoisinent les 40 ans d'âge ! À l'origine, la Gazelle est un appareil civil, optimisé ensuite pour la liaison et la reconnaissance, puis l'aérocombat. Principaux écueils de cet appareil, son manque de blindage et son armement de bord souvent jugé trop faible. La Gazelle est par ailleurs le seul hélicoptère français toujours dépourvu de système anticollision. Le nouvel hélicoptère interarmées léger (HIL) « Guépard » doit remplacer la Gazelle à partir de 2026. En 2013, le premier mort de l'opération Serval fut le lieutenant Damien Boiteux, pilote du 4<sup>e</sup> RHFS, mortellement blessé par balle aux commandes de son appareil. Touché à la cuisse, l'artère fémorale sectionnée, le garrot appliqué en catastrophe par ses camarades n'avait pu le sauver. C'est après ce funeste accrochage que l'ALAT s'était enfin décidée à acheter des treillis avec garrots intégrés dans les manches et les jambes de pantalon. Cette fois-ci, un nouveau drame a été évité par miracle.



## CENTRAFRIQUE : LE GENERAL PELTIER PREND LE COMMANDEMENT DE LA MISSION EUTM RCA

Le général de brigade français Éric Peltier s'apprête à prendre le commandement à compter du 8 juillet de la mission de l'Union européenne pour la formation de l'armée centrafricaine (EUTM RCA). Il succèdera au général de brigade portugais Hermínio Teodoro Maio, en poste depuis dix-huit mois à Bangui.

Ancien chef de corps du 1<sup>er</sup> régiment de hussards parachutistes, le général Peltier a notamment servi en opérations extérieures en Afghanistan, au Liban, au Kosovo et en Haïti. En 2010, il sert comme chargé des affaires stratégiques auprès du chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud. Déployé au Liban à la tête du 1<sup>er</sup> RHP en 2012, il est à ce titre chef de la force de réserve de la FINUL, une unité de 900 hommes. Il sera ensuite chargé de la performance interarmées à l'état-major de l'armée de terre (EMAT). Il vient d'être promu général de brigade le 1<sup>er</sup> juin dernier.



# AMERIQUE - ETATS-UNIS

## DEPART DE PATRICK SHANAHAN

Mardi dernier, alors qu'il devait se présenter à des auditions devant le Congrès en vue de sa confirmation à la tête du Pentagone, le Secrétaire à la Défense par intérim Patrick Shanahan a annoncé qu'il se retirait du processus de confirmation et qu'il présenterait sa démission au président Trump. Son départ serait dû à des raisons familiales liées à d'anciennes allégations (datant de 2010) soulevées lors des vérifications d'antécédents par le FBI. Il a donc présenté sa démission au Président lundi et le lendemain, Donald Trump a annoncé son remplacement par Mark Esper, Secrétaire à l'*US Army*, qui prendra ses fonctions de Secrétaire à la Défense par intérim lundi 24 juin.

Cette deuxième démission en six mois à la tête du Pentagone renforce le manque de stabilité au sein de l'administration américaine notamment dans le contexte de regain de tensions avec l'Iran. De plus, le Secrétariat à l'*US Army* se retrouve sans chef permanent tout comme celui de l'*Air Force*, depuis la démission de Heather Wilson le mois dernier et alors que le poste de Secrétaire adjoint à la Défense occupé par Shanahan jusqu'en janvier est, depuis, resté libre. Il sera donc important que le Président nomme rapidement un Secrétaire permanent alors que Shanahan avait battu des records à la tête du Pentagone par intérim. Or, Donald Trump a déclaré qu'il appréciait la flexibilité offerte par des responsables du Pentagone par intérim.

Mark Esper, qui doit remplacer Shanahan à la tête de la Défense américaine, se rendra cette semaine à Bruxelles pour assister à une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN. Ses premiers pas dans sa nouvelle fonction consisteront donc à « réaffirmer l'engagement des Etats-Unis à renforcer l'Alliance, s'assurer d'un partage plus équitable des charges financières, stimuler la disponibilité des troupes des pays OTAN et répondre aux problèmes de sécurité régionale » d'après Jonathan Hoffman, porte-parole du Pentagone. Le président Trump a déclaré qu'il considérerait l'idée de nommer Esper comme Secrétaire permanent. Son processus de confirmation devrait alors prendre beaucoup moins de temps que celui de Shanahan ; il y a un peu moins de deux ans, Esper avait été confirmé au Secrétariat à l'*US Army* par 89 voix contre 6 et aujourd'hui, les membres du Congrès semblent montrer qu'ils soutiendraient une telle décision du Président.

Dans son ancien poste, Esper a organisé une grande modernisation de l'*US Army*. Sa vision du monde, son expérience sur le terrain (*Operation Desert Field*), sa volonté de reconstruire et moderniser l'armée américaine ainsi que sa fermeté dans les



questions internationales semblent en faire, pour le Congrès mais aussi pour l'administration, un choix très pertinent à la tête du Pentagone.

## IRAN - POINT DE SITUATION

Jeudi 20 juin, l'Iran a abattu un drone de surveillance américain au-dessus du détroit d'Ormuz : il s'agit du premier incident impliquant directement les deux Etats depuis le début des tensions issues du retrait américain de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (*JCPOA*) et du rétablissement de sanctions économico-financières à l'encontre de la République islamique. Pour Téhéran, le *RQ-4A Global Hawk* de l'*US Navy* se trouvait dans son espace aérien, violant ainsi sa souveraineté alors que Washington affirme que cette attaque s'est déroulée dans l'espace aérien international et que le drone n'était pas armé (un désaccord existe également sur la nature du drone, le Pentagone déclarant qu'il s'agissait d'un *MQ-4C Triton*, drone dédié à la surveillance maritime, il est vrai dérivé du *RQ-4A Global Hawk*). Tandis que l'armée américaine n'a pas précisé quelle était la mission du drone abattu, le général Hossein Salami, commandant du Corps des Gardiens de la Révolution islamique a expliqué que l'appareil avait été abattu en entrant dans l'espace aérien iranien après avoir recueilli des informations sur le territoire iranien, notamment sur le port de Chabahar près de la frontière avec le Pakistan.

Cet incident a naturellement encore accru les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran alors qu'un doute persiste : les Gardiens de la Révolution ont-ils essayé, comme ils l'affirment, de rentrer en contact avec l'appareil américain avant de l'abattre ?

De manière similaire, un *MQ-9 Reaper* américain a été abattu au Yémen au début du mois par les rebelles Houthis, soutenus et assistés par l'Iran. Le *CENTCOM* a également mentionné qu'un autre *Reaper* avait été visé par un missile iranien *SA-7* alors qu'il surveillait l'un des deux pétroliers attaqués dans le golfe d'Oman.

Dans la nuit du 20 au 21 juin, les Etats-Unis étaient prêts à frapper l'Iran en représailles après cet incident au-dessus du détroit d'Ormuz. Les frappes devaient viser des radars et des batteries de missiles. Finalement, le Président aurait annulé ces frappes in extremis après avoir été prévenu qu'elles causeraient la mort de 150 personnes. Donald Trump avait aussi expliqué qu'il pensait que l'incident d'Ormuz pouvait être une erreur humaine. En revanche, d'après le *Washington Post*, le président Trump aurait autorisé, cette même nuit, des attaques cyber contre les systèmes de défense iraniens, contre des ordinateurs nécessaires au lancement de missiles ainsi que contre un réseau de renseignement surveillant le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Ces attaques auraient été planifiées depuis des semaines et déjà proposées en riposte après les attaques contre les deux pétroliers dans le détroit d'Ormuz. De plus, samedi, l'administration américaine a annoncé de nouvelles sanctions contre l'Iran.



Ce revirement peut faire l'objet de plusieurs interprétations et doit donc être traité avec une grande prudence. Ainsi, il n'est pas exclu que le Président américain ait déclenché le raid en ayant d'emblée prévu de l'annuler, dans un acte de communication musclée visant à réaffirmer la détermination américaine, dans un contexte de politique intérieure marqué par le lancement de la campagne présidentielle de Donald Trump en vue d'un second mandat. Néanmoins, au vu du caractère impulsif du président Trump, un revirement de dernière minute, alimenté par les avertissements du Pentagone quant au risque d'engrenage et d'embrasement du Moyen-Orient, ne peut non plus être exclu, Donald Trump étant également sensible à l'argument du coût économique et financier d'une confrontation armée et d'une déstabilisation majeure de la région.

La situation reste donc tendue et incertaine, avec un brouillard informationnel de part et d'autre qui invite à la prudence dans l'analyse.

## LE SENAT S'OPPOSE A DES VENTES D'ARMES A L'ARABIE SAOUDITE ET A PLUSIEURS MEMBRES DE LA COALITION

Le Sénat a voté en faveur d'un ensemble de 22 mesures visant à s'opposer à des ventes d'équipement militaire américain à l'Arabie saoudite et à certains de ses alliés. Le passage de ces résolutions a été rendu possible par le soutien d'une poignée d'élus républicains qui a rejoint l'opposition démocrate qui entend mettre un frein au soutien américain à la campagne militaire au Yémen emmenée par l'Arabie saoudite. Les ventes concernées sont évaluées à environ 8 milliards de dollars et portent notamment sur des bombes à guidage laser *Paveway* et des réacteurs *F110* destinés aux *F-15* saoudiens. Ces contrats concernaient également les Emirats arabes unis (roquettes à guidage laser *APKWS*) et la Jordanie (bombes *Paveway II*), deux participants à la coalition dirigée par Riyad.

Néanmoins, la Maison-Blanche a déjà prévenu qu'elle opposerait son veto à ces résolutions, et la majorité simple avec laquelle elles ont été votées les rend vulnérables à un tel veto présidentiel, justifié à la fois par des enjeux géopolitiques (contrer l'influence iranienne au Moyen-Orient) mais aussi économiques et industriels (risques d'interruptions de la chaîne d'approvisionnement en armement pouvant toucher des alliés au-delà du Moyen-Orient).

Néanmoins, en dépit de l'échec annoncé de la démarche des Sénateurs, le vote bipartisan (même limité) de ces résolutions, inédit dans le dossier yéménite, met en exergue les préoccupations des législateurs américains quant aux relations entretenues par Washington avec son allié saoudien dans le contexte de la guerre au Yémen et de l'affaire Khashoggi.



## INDUSTRIE DE DEFENSE - POINT DE SITUATION

- L'*US Navy* a lancé son dernier appel d'offres pour son programme de frégate de nouvelle génération *FFG(X)*. Ce document précise les spécificités requises par la *Navy* pour sa prochaine génération de frégates, parmi lesquelles : un système de combat global basé sur le système *AEGIS* et un système de combat dédié à la lutte anti-sous-marine (*AN/SQQ-89*) articulé autour d'un sonar *AN/SQS-62*. Le capteur principal devra être le radar fixe *EASR - Enterprise Air Surveillance Radar* de *Raytheon*. L'armement principal sera constitué par au moins 32 cellules de lancement verticales (*VLS*) pouvant tirer des missiles mer-air (*SM2 Block 3* ou *ESSM*) et anti-sous-marins. Les navires devront être dotés d'une liaison de données permettant le partage d'informations avec d'autres navires et aéronefs ainsi que d'une suite de guerre électronique. Les nouvelles frégates devront pouvoir mettre en œuvre un hélicoptère *MH-60R Seahawk* ainsi qu'un drone *MQ-8C Firescout*. Enfin, suffisamment d'espace devra être laissé disponible pour accueillir : 8 à 16 missiles de croisière antinavires et un laser d'une puissance de 150kw.

La *Navy* insiste en outre sur la nécessité que les systèmes du navire puissent faire l'objet de modernisations et mises à jour incrémentales sans avoir besoin de travaux majeurs.

- En dépit de doutes sur la pertinence du programme de nouveau véhicule blindé léger *JLTV (Joint Light Tactical Vehicle)* destiné à remplacer le *Humvee*, du fait du déplacement de priorité stratégique de la lutte anti-terroriste et la contre-insurrection vers le combat de haute intensité face à une puissance avancée, l'*US Army* a entériné le lancement de la phase de production à plein régime de ce véhicule, dont elle planifie d'en acquérir 50 000, auxquels s'ajoutent 9000 autres dédiés au *Marine Corps*. Le programme *JLTV* a même été ajouté à la liste des priorités technologiques de l'*Army*.





# AMERIQUE LATINE

## BRESIL - SERGIO MORO, MINISTRE DE LA JUSTICE ET ACTEUR MAJEUR DU *LAVA JATO*, ENTENDU AU SENAT

Mercredi 19, Sergio Moro, figure de proue du *Lavo Jato*, surnommé « Monsieur Propre » en référence à sa lutte contre la corruption au Brésil, s'est défendu de toute partialité dans l'affaire Lula. Pendant neuf heures, l'ancien juge désormais ministre a répondu aux questions des Sénateurs sans pour autant se dégager de tout soupçon. Il a pu s'exprimer entre autres sur l'accomplissement de son devoir et regrette le « sensationnalisme » des attaques à son encontre, sensationnalisme rejeté pour autant sur lui-même, en particulier lors de son implication dans l'arrestation de l'ancien président Lula.

Sergio Moro a été entendu sous la pression des révélations du site *The Intercept* qui a divulgué des messages le 9 juin dernier (issus du réseau *Telegram*) révélant ses ambiguïtés politiques : y émerge ce qui ressemble un acharnement contre les figures de la gauche. L'ancien juge se justifie par l'impératif de lutte contre la corruption, qui dépasserait l'idéologie politique, sans pour autant éclaircir les échanges de messages. Ayant supprimé l'application, ce dernier ne se rappellerait pas des échanges mais précisa toutefois : « S'il y a une irrégularité, je pars (du gouvernement) ».

Le président J.Bolsonaro, allié de S.Moro et pourtant très loquace sur Twitter, n'a pas évoqué l'affaire.

## BRESIL - NOUVEAUX DEPARTS DU GOUVERNEMENT

Le départ de Joaquim Levy, président de la Banque nationale de développement économique et sociale (BNDES) et ancien trésorier de la Banque Mondiale, a de nouveau alimenté l'instabilité ministérielle chronique du gouvernement Bolsonaro. Le Président et J.Lévy ne s'entendaient plus depuis déjà un certain temps : ex-ministre des finances de Dilma Rousseff, le passé de Lévy n'aurait pas été apprécié par le clan Bolsonaro. Le Président lui reproche également son manque d'efficacité dans l'identification des auteurs de prêts douteux au Vénézuéla. Par ailleurs, la semaine du 10 juin, le général Santos Cruz, secrétaire du gouvernement avait été limogé.



Le gouvernement Bolsonaro semble ainsi s'enliser dans des crises à répétition qui couvrent l'enjeu majeur de l'année présidentielle : la réforme des retraites qui peine à être mise en place.

## MEXIQUE - ACCORD DE LIBRE-ECHANGE RATIFIE AVEC LE CANADA ET LES ETATS-UNIS

Mercredi 19 juin a été ratifié un traité de libre-échange (Traité *AEUMC*) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, en dépit des récentes dissensions avec Washington. Le texte a été ratifié par le Congrès à 114 voix (contre 4, et 3 abstentions) marquant ainsi l'ouverture appuyée du Mexique à ses voisins. A cet égard, le ministère mexicain de l'Économie s'est exprimé : « *Le Mexique envoie un clair message en faveur d'une économie ouverte et d'une intégration économique approfondie dans la région* ».

Le Traité *AEUMC* a pour vocation de remplacer l'ALENA (1994), association nord-américaine qui faisait l'objet de vives critiques de la part de Donald Trump. Pour inciter ses partenaires à modifier le traité, Washington avait imposé en 2018 des droits de douanes supplémentaires sur l'acier et l'aluminium.

L'*AEUMC* a été ratifié au terme de treize mois de négociations entre les parties. Ont été décidés : aux Etats-Unis un accès à environ 3,5 % du marché laitier canadien, évalué à 16 milliards de dollars, une protection d'éventuels tarifs douaniers automobiles à l'égard du Canada et de nouvelles clauses en matière de protection intellectuelle. Pour sa part, le Mexique n'a pas tardé à signer, s'ouvrant ainsi aux marchés nord-américains dont il bénéficie déjà depuis 1994, date de la ratification de l'ALENA.

## VENEZUELA — « OR CONTRE NOURRITURE » : LA NOUVELLE STRATEGIE DU CAMP MADURO

Le Vénézuéla, longtemps riche de son or noir, voit désormais son économie exsangue depuis la crise socio-économique et politique. Ainsi, le régime de Nicolas Maduro, en proie à forte contestation emmenée par Juan Guaido, après avoir puisé dans les stocks pétroliers par l'intermédiaire de l'entreprise étatique *PDVSA*, a imaginé se rabattre sur son autre richesse : l'or. A cet égard, le pétrole devient de plus en plus difficile à échanger contre des nouvelles liquidités, en raison des nombreuses sanctions imposées par Washington.

Au Venezuela, les mines d'or à ciel ouvert sont en pleine expansion. Plusieurs sources (l'*Opinion*, le *JDD*) ont dévoilé l'existence d'une opération visant à vendre une partie de l'or du pays pour obtenir de nouvelles liquidités. Cette opération



demeure toutefois opaque : un système d'évasion s'est mis en place, impliquant une dizaine de sociétés écrans, installées dans des paradis fiscaux, ce qui permet ainsi de contourner les sanctions américaines.

Le régime bolivarien a profité de ses alliances, nécessaires à une telle opération. La demande de liquidités doit répondre à la pénurie incessante qui sévit dans le pays. Cette pénurie est liée à la chape gouvernementale pesant sur les ressources nationales : depuis Chavez, le régime contrôle tous les secteurs, souvent par le biais de sociétés mixtes dont les capitaux appartiennent à 55% à l'Etat et à 45% aux sociétés étrangères.

C'est dans cette mesure que le Venezuela a noué avec la Turquie un partenariat or contre nourriture. La création de l'entreprise qui s'en charge, nommée *Mibiturven*, placée entre les mains d'un proche du Président vénézuélien, est le fruit de ce modèle.

Des partenariats sont également noués en Afrique, notamment en Ouganda comme le révèle l'Opinion : 7,4 tonnes d'or pour 300 millions de dollars y ont transité. Cette annonce a relancé les débats sur la mise en place d'une économie souterraine, permettant à Maduro de s'accrocher au pouvoir en contournant les sanctions américaines.

Toutefois ces mesures apparaissent clairement impossibles à tenir sur la durée, tant dans la quantité des ressources que par la pression qu'exercent les autorités américaines. Les ventes d'or du régime constituent donc l'un des derniers refuges de Caracas.

Entre fin 2017 et le 1er février 2019, ce sont 73,3 tonnes d'or vénézuélien qui ont transité en Ouganda. L'annonce des sanctions américaines en 2019 a d'ailleurs provoqué l'effet inverse à celui souhaité (censé empêcher ces transits d'argent) : plusieurs dizaines de tonnes supplémentaires ont été secrètement exportées vers les Emirats et la Turquie. « C'est une vente au rabais [...] Le régime racle les fonds de tiroir et vend tout ce qui a de la valeur pour se maintenir à flot. » assure Ángel Alvarado, membre de la commission des finances.

Pour autant, ces dernières semaines, aucun transit n'a été recensé, si ce n'est deux tonnes d'or mises en vente au profit de la Turquie, avec un rabais important.



# ASIE – PACIFIQUE

## COREE DU NORD : VISITE SYMBOLIQUE DE XI JINPING

Le président chinois s'est rendu en visite officielle en Corée du Nord les 20 et 21 juin pour s'entretenir avec Kim Jong Un à quelques jours du sommet du G20 d'Osaka. Le dirigeant nord-coréen s'est rendu quatre fois en Chine depuis 2017 mais il s'agit de la première visite d'un président chinois en RPDC depuis 14 ans.

Ce déplacement a été l'occasion pour Xi Jinping de rappeler la place centrale que joue la Chine dans la résolution de la question nucléaire nord-coréenne alors que la situation est au point mort depuis l'échec du sommet de Hanoi de février et que la guerre commerciale avec les Etats-Unis bat son plein. Cependant, si le président chinois a bien affirmé sa détermination à faire progresser les échanges dans la péninsule coréenne, la nature exacte des échanges entre les deux dirigeants reste inconnue : la visite n'a ainsi été conclue par aucun nouvel accord commercial ou protocole d'entente entre les deux pays. Un tel résultat s'explique par la persistance des sanctions onusiennes visant l'économie nord-coréenne, que la Chine a signée et qui limitent donc les marges de manœuvre de « l'amitié entre la Chine et la Corée du Nord » constamment rappelée au fil de la visite. Pour la Corée du Nord, cette visite a toutefois permis d'afficher la solidité de ses liens avec les puissances régionales rivales des Etats-Unis dans la lignée du sommet russo-nord-coréen de Vladivostok le 25 avril dernier.

## JAPON : INTERCEPTION DE DEUX BOMBARDIERS RUSSES DANS L'ESPACE AERIEN JAPONAIS

Le ministère de la Défense japonais a annoncé que deux bombardiers russes Tupolev Tu-95MS avaient violé l'espace aérien japonais autour des îles Minamidaitô et Hachijô au sud de l'archipel. La Force aérienne d'autodéfense japonaise a alors détaché des avions de chasse pour une interception, ce que le MoD russe a démenti. La présence de bombardiers russes autour du territoire japonais s'est accrue depuis que les patrouilles de la Force aérienne russe ont repris dans le triangle Japon-Hawaii-Guam après la dégradation des relations diplomatiques de la Russie en 2014. Dans ses communications sur le sujet, le ministère de la Défense russe évoque habituellement des « missions de routine » dans le respect du droit international.

En 2018, les avions de chasse japonais auraient mené 343 missions d'interception



ciblant des avions russes, en légère baisse par rapport aux 390 interceptions de l'année 2017.



# EUROPE

## FRANCE - 53<sup>E</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE AU BOURGET LE FUTUR AVION DE CHASSE EUROPEEN

Le 17 juin dernier, la maquette à taille réelle du futur avion de combat européen a été dévoilée lors de l'ouverture du 53<sup>e</sup> Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget (Seine-Saint-Denis). Premier avion de chasse franco-allemand et successeur du Rafale, il constitue la pièce maîtresse du programme de développement en coopération européenne, le Système de combat aérien du futur (SCAF). Sa construction associera Airbus et Dassault Aviation ; les premiers essais en vol sont prévus pour 2026. Parfois présenté comme le successeur du Rafale, ce nouvel avion doit en réalité constituer la pièce centrale d'un ensemble d'appareils - un système de combat - comportant en outre des drones chargés de missions annexes : brouillage, ravitaillement en vol, etc.

Le SCAF avait été lancé en juillet 2017 par Emmanuel Macron et Angela Merkel afin de renforcer d'une part la coopération en matière de défense et d'autre part l'autonomie stratégique européenne vis-à-vis des États-Unis. Ce projet vise à mettre en œuvre un « combat collaboratif » grâce à différents équipements : aéronefs, drones, satellites et missiles de croisière. Le 15 mai dernier, à l'occasion des traditionnelles séances d'auditions parlementaires, le général d'armée aérienne Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'Air, rappelait aux députés de la commission de la défense nationale et des forces armées les enjeux économiques et stratégiques du projet. Ceux-ci résident notamment dans le « développement d'un protocole de connectivité convergent », qui permettrait de « développer en Europe un système interopérable, avec nos alliés, et ce dès le début du projet ».

Un accord-cadre a été signé entre l'Allemagne, la France et l'Espagne en ouverture du Salon. La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, la ministre française des Armées, Florence Parly et leur homologue espagnole, Margarita Robles ont paraphé cet accord permettant de structurer les relations entre les trois pays, organiser et encadrer le développement de ce projet clé de coopération européenne. L'Espagne entérine ainsi sa participation au projet initié par la France et l'Allemagne.

Dans le même temps, le nouveau président-directeur général d'Airbus, Guillaume Faury, et son homologue de Dassault Aviation, Eric Trappier, les deux chefs de file du SCAF, devaient signer un accord définissant leur collaboration et notifier aux États une offre industrielle. Ce projet d'associer industriels français et allemands sur



un programme de défense se concrétise ; néanmoins, d'autres rencontres seront nécessaires pour atteindre l'objectif d'un système opérationnel à l'horizon 2040.

Par ailleurs, un second programme d'armement franco-allemand, qui n'en est aussi qu'à ses débuts, concerne un « char de combat du futur ». En outre, le Royaume-Uni et l'Italie, qui devraient être rejoints par la Suède, travaillent également sur un avion de combat de nouvelle génération.

France : Florence Parly annonce l'acquisition de trois Falcon 8X

Florence Parly, ministre des Armées, a annoncé lors de l'ouverture du 53<sup>ème</sup> Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget l'acquisition de trois Falcon 8X : « d'ici la fin de l'année 2019, nous lancerons le développement et l'acquisition de trois Falcon 8X construits par Dassault Aviation équipés d'un nouveau capteur développé durant près de 10 ans par Thales » (Reuters).

Ces avions espions ont vocation à remplacer d'ici 2025 les deux C-160 Gabriel en service depuis 1989. Dotés de trois réacteurs Pratt & Whitney Canada PW307-D, ces aéronefs peuvent évoluer à plus de 13 000 mètres d'altitude. Embarquant le système EPICURE, développé par Thales, ils peuvent intercepter des émissions radios et radar.

Ces annonces s'inscrivent dans le programme CUGE (Capacité universelle de guerre électronique), dont le coup d'envoi fut donné en février 2018 et qui prévoyait initialement la commande de deux avions-espions et non trois. L'annonce du Bourget fixe donc le modèle d'avion retenu par le ministère. Pour rappel, le Falcon 8X a été certifié par l'EASA en juin 2016.



# PROCHE & MOYEN ORIENT

## ISRAËL : EXERCICE DE GRANDE AMPLEUR DANS LE NORD DU PAYS

L'armée israélienne a organisé dimanche dernier un exercice s'étalant sur cinq jours. Rompant avec la stratégie de communication employée lors des précédents exercices, peu d'informations ont filtré à son propos. Le nombre de combattants impliqué reste flou, bien que l'on parle de plusieurs milliers de membres des différentes armes de Tsahal. Habituellement, les éléments communiqués ont deux objectifs, l'un national - rassurer et montrer que les leçons de la guerre de 2006 ont été retenues - et l'autre international - dissuader les éventuels adversaires -. Cette fois-ci, une courte vidéo et quelques bribes d'informations seulement ont été diffusées.

Cet exercice majeur et cette stratégie de communication visant à limiter au maximum les fuites dont pourraient profiter les adversaires probables, prennent place dans une période marquée par un regain de tension, notamment entre les Etats-Unis et l'Iran. Le choix de l'emplacement de cet entraînement (le nord du pays) et la probable utilisation de nombreux drones de concert avec d'autres forces semblent indiquer que l'ennemi probable dans ces manoeuvres aurait été le Hezbollah. Israël n'est pas le seul pays à agir de la sorte dans cette période incertaine. En parallèle à cet exercice de Tsahal, l'armée libanaise a aussi mené des manoeuvres conjointes avec l'armée française dans le cadre de l'Opération Cèdre Bleu, ayant pour but l'amélioration des capacités des troupes libanaises ainsi que l'inter-opérabilité avec l'armée française.

## TURQUIE : LES ELECTIONS MUNICIPALES A ISTANBUL AFFECTE LA GEOPOLITIQUE TURQUE

Les élections municipales relancées à Istanbul se tiennent le dimanche 23 juin. Cette relance fait suite à la victoire surprise du parti d'opposition d'obédience kémaliste (CHP), à Ankara et Istanbul, le 31 mars dernier. La marge très serrée avec laquelle le CHP l'a emporté à Istanbul sur l'ancien premier ministre du parti en place (AKP), Binali Yıldırım, a été le prétexte à ces nouvelles élections.

Istanbul est en effet un enjeu capital de pouvoir en Turquie. L'AKP d'Erdoğan a en effet initié son ascension politique par la conquête de la mairie d'Istanbul en 1994. Istanbul est un enjeu économique très fort, concentrant près d'un tiers du PIB turc.





Symboliquement, la ville est aussi la vitrine des projets de prestige de l'AKP. Perdre la mairie de la ville signifie donc une perte de pouvoir considérable sur la politique turque pour le gouvernement.

Aussi, les manœuvres diplomatiques de cette semaine sont à mettre cette semaine en relation avec ce scrutin crucial. Ainsi, le président de la région autonome du Kurdistan Irakien Nechirvan Barzani a été reçu en personne à Istanbul vendredi dernier, par Erdoğan, au titre d'invité spécial. Cette invitation a été vue par beaucoup comme une volonté d'attirer les votes kurdes à l'élection municipale d'Istanbul. Les démonstrations de force dans la mer Egée avec le navire *Fatih*, ont-elles aussi une autre résonance, et serviraient à réaffirmer le poids international de la Turquie, et, par truchement, l'efficacité du pouvoir en place. L'issue de cette élection serait à même de rebattre les cartes du pouvoir politique dans la République de Turquie.

## IRAN : LES GUARDIENS DE LA REVOLUTION ABATTENT UN DRONE DE SURVEILLANCE AMERICAIN

Jeudi 20 juin, les forces iranniennes ont abattu un drone de surveillance *RQ-4 Global Hawk*. Le drone *RQ-4A Global Hawk* est essentiellement un drone de haute altitude utilisé pour la surveillance des océans et des zones côtières. En désaccord sur le lieu d'impact, le Commandement central des États-Unis et le Corps des gardiens de la révolution, déclarent tous deux que le drone de haute altitude a été abattu par un missile sol-air. Selon les images diffusées par les organes de presse iraniens, ce serait le système de défense aérienne autochtone *Khordad 3* des Forces aérospatiales des Gardiens qui aurait touché le drone. La capacité de l'Iran à cibler et à détruire le drone américain de haute altitude, conçu pour échapper justement à ces mêmes missiles sol-air utilisés pour le détruire, a surpris certains responsables du Département de la défense. Selon le *New York Times*, le gouvernement américain s'inquiétait de savoir si le drone, ou un autre avion de surveillance américain type *P-8A Poseidon* piloté par un équipage militaire, aurait effectivement violé l'espace aérien iranien à un moment donné.

Selon le responsable cité par le *Times*, le doute aurait été l'une des raisons pour lesquelles M. Trump a annulé les frappes de représailles prévu le lendemain.



# RUSSIE

## RUSSIE : LIVRAISON DES DEUX PREMIERS HELICOPTERES DE COMBAT MI-28NM

L'industriel Rostec a annoncé cette semaine avoir livré à l'armée de l'air russe les deux premiers hélicoptères de combat Mi-28NM. Cet appareil est la version modernisée du Mi-28N et est développé depuis 2009. Malgré un coût élevé, le ministère de la Défense russe a maintenu le projet afin d'équiper son armée d'un hélicoptère performant capable d'opérer de jour comme de nuit et par tout temps. Des essais militaires auraient eu lieu en mars dernier en Syrie pour tester la capacité de l'appareil à résister au désert. L'annonce a été accompagnée d'une vidéo de démonstration d'exercice et de tir par ces appareils. Ces deux modèles qui devaient initialement être livrés en 2018 subiront leur dernière phase de test avant d'entrer en service officiellement en 2020. Six autres appareils devraient être livrés en 2020. Cet hélicoptère de combat est destiné à appuyer une opération offensive terrestre. Il est capable de détruire des cibles blindées au sol mais surtout serait équipé de missiles air-air capables d'atteindre des missiles ennemis en vol à vitesse basse comme des rockets. Son principal atout serait le radar NO25E lui offrant une visibilité panoramique et la capacité de guider tout au long de son parcours les missiles tirés. De plus, ce radar servirait à transmettre des informations précises au centre de commandement. A noter que la vidéo d'exercice publiée floute les missiles tirés. Selon certaines sources, il s'agirait d'un nouveau type de missile polyvalent actif capable d'atteindre une cible à plus de 25 kilomètres, contre seulement 15 pour les missiles équipant actuellement les hélicoptères de combat russes.

## UKRAINE : AUGMENTATION DE L'AIDE AMERICAINE

Washington est depuis 2014 le premier soutien à l'armée ukrainienne. En l'espace de cinq années, les États-Unis ont offert 1,5 milliard de dollars à l'armée de Kiev pour son entraînement et sa modernisation. Le but est de permettre à l'Ukraine de rattraper son retard militaire et d'entrer dans les standards de l'OTAN afin de pouvoir un jour lui permettre d'y adhérer. Ainsi, le Pentagone a annoncé cette semaine accroître de 250 millions de dollars son aide à l'armée ukrainienne. Cette somme devra servir à augmenter l'entraînement de ses troupes, à la fourniture de nouveaux matériaux modernes et à financer l'envoi de nouveaux conseillers militaires américains.



Notre équipe :

**AMERIQUE** : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

**AFRIQUE** : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

**ASIE - PACIFIQUE** : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

**EUROPE** : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

**RUSSIE** : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

**Direction éditoriale newsletter** : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière